

Sarah Knafo

« Dépenser moins pour taxer moins »

Réquisitoire. Alors qu'elle publie *Le Casse du siècle* (Fayard) contre la bureaucratie et le gaspillage des deniers publics, la députée européenne de Reconquête ! prône un choc budgétaire radical.

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHALIE SCHUCK
ET PHILIPPINE ROBERT

Pour le tout premier ouvrage de Sarah Knafo, les éditions Fayard ont visé haut, avec une impression à 100 000 exemplaires. Ce livre ne lève certes pas le mystère sur qui portera les couleurs de son parti à la présidentielle. Et ce alors que l'ancienne candidate à la mairie de Paris est créditée dans le baromètre Ifop/Fiducial de juillet de 31 % d'opinions favorables, contre 27 % pour son compagnon Éric Zemmour. Verdict attendu à l'automne. Au fil de ces 286 pages qui ressemblent à s'y méprendre à un programme – elle récus le mot –, l'égérie de Reconquête ! enfile une tenue d'inspecteur pour mener une « enquête », selon son terme, sur la classe politique, tous bords confondus, accusée d'avoir dilapidé l'argent du contribuable. Au prix, avouons-le, de calculs parfois audacieux qui feraient se défriser les sages de la Cour des comptes, dont elle est pourtant issue. Nous l'avons lu en exclusivité.

Le Point : Vous brandissez en exemples Bukele au Salvador, Milei en Argentine, Musk aux États-Unis. C'est une ode à l'ultralibéralisme ?

Sarah Knafo : *Le Casse du siècle* n'est pas un ouvrage partisan, c'est une enquête. Par définition, elle n'a pas de camp. Le casse démarre dans les années 1970 et ne se résume pas à un bord politique : Mitterrand, Hollande, mais aussi Giscard, Chirac, Macron... Je n'épargne pas non plus les partis d'opposition. Quand je vais chercher des exemples à l'étranger, comme en Suisse, en Argentine ou chez nous avec Jacques Rueff, c'est qu'il y a des choses

utiles à en tirer. Je n'ai pas d'ocillères, parce que je veux le meilleur pour mon pays.

Vous ne cachez pas votre préférence pour Friedman ou Hayek, face à Marx !

Il est vrai que Friedman et Hayek n'ont pas 100 millions de morts et la ruine de peuples entiers sur la conscience ! Lorsque j'étudiais l'économie à l'université, on ne m'a pas fait lire ces auteurs. Il était mal vu de citer Bastiat ou Schumpeter. Keynes et Marx m'ont passionnée, mais le scandale, c'est que les économistes d'un autre bord sont diabolisés ou ignorés à l'université. Cet endoctrinement fait intégralement partie du casse.

Ça vous perturbe qu'on vous qualifie de libérale ? C'est le positionnement de votre parti, Reconquête !

Je ne défends pas une doctrine, mais des principes de réalité économique. Ce livre part de faits

pour arriver à des solutions. Je suis partie de la fiche de paie des Français, puis j'ai suivi l'argent. J'ai réuni les preuves, écarté les suspects, désigné les coupables...

Vous préconisez une « baisse massive » des impôts et des dépenses, du nombre de fonctionnaires, des privatisations, la suppression de l'Arcom, etc. Est-ce que ce n'est pas un peu du « gros rouge qui tache » dans un joli flacon, pour paraphraser Nicolas Sarkozy ?

Si ça décape, tant mieux ! Quand les faits sont énormes, les mots doux sont des mensonges. Nous sommes face à un casse qui se chiffre en milliers de milliards d'euros. Même les plus grands clercs de Bercy ne savent pas en établir le montant. Nous parlons d'un crime en cours, qui a lieu chez nous, chaque mois. Prenez un salarié au salaire médian, 2 000 euros net par mois, appelons-le Nicolas. À la fin ●●●

« Nous parlons d'un crime en cours, qui a lieu chez nous, chaque mois. »

... de sa carrière, il aura remis à l'administration plus d'un million d'euros! Pour quels services? La question n'est plus de savoir si les mots sont trop forts, mais qui a pris cet argent et ce qu'il en a fait. C'est cette question-là que j'ai passé un an à instruire.

On a le sentiment, à vous lire, que l'État providence est périmé. Vous le comparez à un «système d'assistance». Vous voulez tout passer à la tronçonneuse miléiste?

J'ai été magistrate à la Cour des comptes, pas bûcheronne! Alors j'ai suivi l'argent, euro par euro. Que trouvez-vous de «providentiel» à cet État? Prenez la santé. Nicolas, notre salarié, va verser chaque mois 500 euros de charges pour sa santé, mais seuls 157 euros vont vraiment arriver aux soins selon mes calculs. Tout le reste se perd dans le circuit administratif. Les fondateurs de la Sécurité sociale de 1945 voulaient que chaque Français soit protégé grâce à son travail, pas que deux tiers de l'argent disparaissent en route, ni que le travail soit dévalorisé. Les Français sont historiquement un peuple de travailleurs, qui a bâti des cathédrales, une vieille nation paysanne dure à la tâche. Quand le travail rapporte autant que l'assistance, la calcullette finit par décider à votre place. Ce sont les politiciens qui ont bâti un système vicié, qui crée du vice chez un peuple qui n'en avait pas. C'est ce système qu'il faut changer, pas les Français qu'il faut culpabiliser.

Côté santé, vous proposez essentiellement de rogner sur la bureaucratie. C'est un peu léger au vu des dépenses de santé en roue libre avec le vieillissement.

Les deux tiers de ce qu'un salarié verse pour sa santé sont absorbés avant d'avoir atteint un médecin. Au sein de l'AP-HP [Assistance publique-Hôpitaux de Paris, NDLR], 30 000 personnes sur 100 000 occupent une fonction administrative. Trois agents sur dix ne voient jamais un patient. Puisque le vieillissement fait mécaniquement monter la dépense, on a d'autant moins le droit de gaspiller ce qu'on prélève aux Français. Inspirons-nous de l'hôpital public de Valenciennes, qui a rendu le pouvoir à ses médecins et combattu la bureaucratie: l'établissement est aujourd'hui l'un des seuls à l'équilibre.

Sur les retraites, vous proposez l'extinction sur vingt ans du système par répartition – que vous taxez de «catastrophe nationale» – pour aller vers la capitalisation.

La répartition est de toute façon condamnée par les courbes démographiques. Aucun président n'a agi, parce que chacun savait que la transition serait longue et qu'il n'en tirerait pas lui-même les bénéfices. Cette mentalité politicienne est un élément majeur du casse.

Comment finance-t-on la transition entre les deux systèmes?

Tout dépend de deux choix que j'expose précisément: la clé de répartition de départ et la durée de

transition. Si les actifs commencent à 20 % de capitalisation, le reste continue de financer la répartition, puis on augmente progressivement. On finance la différence par des coupes et par la vente d'actifs, comme la vente de logements sociaux à leurs occupants. La transition est longue, oui, mais chacun s'enrichit dès le départ par rapport au système actuel, en capitalisant pour son compte.

Faut-il aussi abaisser l'âge de départ?

Tous les partis exigent des Français qu'ils se sacrifient pour «sauver un système» qui est déjà condamné. La rupture tient à ceci: en travaillant davantage, par exemple deux ans de plus, ils n'ont pas pour seul horizon de corriger quarante ans d'erreurs politiques et de donner 60 % du fruit de leur travail à l'État, mais de gagner plus pour eux-mêmes, tout de suite, et de faire fructifier leur argent.

Vous voulez réduire drastiquement l'imposition des entreprises, tout en supprimant les aides qu'elles perçoivent. C'est ce que propose Édouard Philippe!

Je propose cela depuis que je me suis engagée en politique, il y a deux ans. Édouard Philippe n'est pas dans la liste des témoins qui m'ont aidée à résoudre l'enquête, mais plutôt dans celle des accusés. Il a pleinement participé à ce jeu de bonneteau qui consiste à ponctionner l'argent des Français en promettant de le leur rendre sous forme d'aides.

On veut nous acheter avec notre propre argent! Or, quand on prend 100 euros à un entrepreneur, il ne les retrouvera jamais entièrement, quel que soit le nombre d'aides créées. Entre-temps, il y a des frais de gestion colossaux, des fonctionnaires qui vérifient l'éligibilité, des contrôleurs qui traquent la fraude, des formulaires interminables. En baissant massivement les impôts comme les aides, l'argent reste dans la poche de celui qui l'a généré.

Nous sommes à huit mois de la présidentielle.

Cet ouvrage a-t-il pour vocation de servir votre image ou votre candidature?

C'est une enquête, pas un programme ni un tract militant. Et elle a pour vocation de servir tous les Français. Les idées sont libres de droits, même quand elles sont neuves.

Vous faites dans la langue de bois...

Comptez les pages que je consacre à de la tactique politique ou à moi-même dans ce livre: il n'y en a pas. On y parle de votre fiche de paie, de vos urgences, de vos droits de succession, de l'école de vos enfants. Les livres politiques parlent de leurs auteurs. Celui-ci parle de votre argent. Mon enquête est à la disposition de tous, et si elle sert à un député ou au Premier ministre, tant mieux: on aura empêché la destruction de l'argent des Français avant même d'arriver au pouvoir. Comme je l'ai fait avec l'aide au développement, que le gouvernement a réduite de 2 milliards après

« Le RN crée de nouvelles taxes main dans la main avec LFI. »



mes révélations. Je veux que la question devienne incontournable. Que plus personne ne puisse prétendre gouverner notre pays sans dire où va l'argent.

Serez-vous candidate à l'Élysée?

Éric Zemmour est le candidat naturel de Reconquête! Le moment venu, il le dira.

Vous expliquez que tous les partis sont coupables. Le RN inclus?

Face à l'ampleur du casse, les partis sont à la fois anecdotiques et tous coupables. Le RN pas moins que les autres quand il vote 34 milliards d'euros d'imposition en deux jours et crée de nouvelles taxes main dans la main avec LFI.

Sur les retraites, Marine Le Pen est loin de vos positions...

C'est le moins que l'on puisse dire! Ce qu'elle promet, on l'a déjà essayé. Sa retraite à 60 ans était d'ailleurs la proposition 82 du programme de François Mitterrand en 1981. Lequel se situe loin, très loin de mes idées...

Le contexte budgétaire n'a jamais été si tendu.

Or, vous proposez des baisses d'impôts immédiates, avec des réductions de dépenses progressives. C'était la stratégie de Nicolas Sarkozy et d'Emmanuel Macron. Vous ne croyez pas que les marchés la sanctionneraient?

Ma solution est la seule qu'on n'ait jamais essayée depuis quarante ans. Dépenser moins pour taxer moins. Tous ont fait le contraire. Le taux d'imposition et le montant des dépenses publiques n'ont jamais cessé d'augmenter, quinquennat après quinquennat. Nous dépensons aujourd'hui 234 milliards de plus qu'en 2020, l'année du Covid et du «quoi qu'il en coûte»! Les rares baisses d'impôts ont été financées par la dette, sans jamais couper dans les

Sarah Knafo, alors candidate Reconquête! à la mairie de Paris, à la rencontre des habitants du 7^e arrondissement, le 25 janvier.



«Le Casse du siècle», de Sarah Knafo (Fayard, 286 p., 19,90 €). En librairie le 2 septembre.

dépenses. Ils n'ont pas rendu de l'argent aux Français, ils l'ont emprunté en leur nom. Ce n'est pas du tout la méthode que je préconise. Je publie un tableau complet des dépenses à couper, 130 milliards d'économies. Ce serait du jamais-vu depuis 1958. Les Français comme les marchés plébisciteront un tel projet: le premier qui propose un véritable plan d'enrichissement avec les économies associées.

Sur le volet régalien, vous voulez stopper l'immigration de masse. Dans sa campagne, Giorgia Meloni promettait d'en finir et a dû faire des compromis...

Reprenez son programme. Elle promettait de lutter contre l'immigration clandestine: c'est chose faite. Pas contre l'immigration légale. Nos pays ont deux problèmes différents: chez nous, c'est l'immigration légale qui constitue la majeure partie des flux. En Italie, les immigrés ne restent pas après leur mission, car le système italien ne permet ni l'assistanat des étrangers ni le droit du sol. En France, nous attirons ceux qui espèrent les aides sociales et nous dissuadons ceux que le travail intéresse. Il faut casser notre attractivité sociale pour les étrangers et rendre le travail rentable pour les Français.

Pour faire des économies, on supprime aussi la Cour des comptes?

Le drame, ce n'est pas qu'elle existe, c'est que personne ne l'écoute. L'IA va ouvrir une nouvelle ère de transparence publique: la crédibilité de la Cour des comptes pourra être très utile.

Vous avez employé l'IA pour écrire ce livre?

Pour vérifier des chiffres et des sources avec Perplexity ou pour créer des simulateurs de baisses d'impôts avec Codex et Claude Code, oui. Mais j'aime trop écrire pour l'avoir utilisée lors de sa rédaction ●